



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 26-28 février 2024

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 23 janvier 2024	WFP/EB.1/2024/6-A/1
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Bhoutan (2024-2028)

Durée	1 ^{er} mars 2024–31 décembre 2028
Coût total pour le PAM	14 603 177 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Après plusieurs décennies de croissance économique, le Royaume du Bhoutan est sorti de la catégorie des pays les moins avancés en décembre 2023. Toutefois, malgré les progrès soutenus accomplis au regard des cibles de l'objectif de développement durable visant à éliminer la faim qu'il s'était fixées, le pays fait face au triple fardeau de la malnutrition, les carences en micronutriments, la dénutrition et la surnutrition touchant de manière disproportionnée les personnes pauvres. L'alimentation, qui se caractérise par une dépendance à l'égard des denrées de base et de produits transformés, est le reflet à la fois de préférences alimentaires et de problèmes liés à l'accessibilité physique et économique des aliments nutritifs.

Bien que l'agriculture soit l'un des piliers de l'économie nationale, la participation à ce secteur est étroitement corrélée à la pauvreté. L'agriculture demeure une agriculture de subsistance, avec une faible productivité, d'importantes pertes après récolte et des revenus bas. L'exode rural des hommes et des jeunes a pour effet d'accroître la charge de travail disproportionnée qui pèse sur les petites exploitantes agricoles. Les changements climatiques, les aléas naturels et les faiblesses structurelles des marchés agricoles creusent ces inégalités, faisant obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable par le Bhoutan.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

Mme C. Morrison
Directrice de pays
courriel: carrie.morrison@wfp.org

Au titre du présent plan stratégique de pays pour 2024-2028, le PAM s'attachera à renforcer et à soutenir les efforts déployés par le Gouvernement pour parvenir à une croissance économique équitable et inclusive et développer le capital humain. Toutes les activités du PAM continueront d'être menées en collaboration avec des partenaires gouvernementaux ou par leur intermédiaire. L'un des principaux éléments du plan stratégique de pays consistera à accroître les efforts de renforcement des capacités des institutions publiques et à mobiliser des partenaires du secteur privé, l'accent étant mis sur la problématique femmes-hommes. Il s'agira notamment d'augmenter les investissements en faveur de systèmes alimentaires résilients et de consolider les capacités à cet égard, d'intégrer les considérations liées à la nutrition dans les programmes de protection sociale tels que les programmes d'alimentation scolaire, et de renforcer les systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

Le présent plan stratégique s'appuie sur le projet de treizième plan quinquennal du Bhoutan pour 2024-2029 et sur les priorités connexes du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2024-2028, et suit les orientations qui y sont formulées. Il tient compte également des analyses que le PAM a consacrées à la production des petits exploitants, aux marchés agricoles et aux régimes alimentaires nutritifs au titre du plan stratégique de pays précédent (2019-2023), ainsi que des précieux enseignements tirés des activités de renforcement des capacités institutionnelles à la suite du transfert réussi au Gouvernement de l'ensemble de la gestion des interventions d'alimentation scolaire en 2019. En accordant une attention accrue aux mesures porteuses de transformations, le PAM s'attachera en priorité à promouvoir l'autonomisation économique des femmes rurales, l'inclusion des personnes handicapées et la création de débouchés et de possibilités d'emploi pour les jeunes, hommes et femmes.

L'ambition générale du plan stratégique de pays sera concrétisée grâce à la réalisation des deux effets directs suivants:

- *Effet direct 1:* D'ici à 2030, les populations rurales du Bhoutan, en particulier les petites exploitantes agricoles, les jeunes et les personnes handicapées, ont des moyens d'existence résilients face aux changements climatiques et leur sécurité alimentaire ainsi que leur nutrition s'améliorent.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2030, les citoyens du Bhoutan, en particulier les groupes de population vulnérables, recueillent les fruits du renforcement du capital humain et d'un système alimentaire résilient face aux crises et aux chocs climatiques et autres.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Bhoutan (2024-2028) (WFP/EB.1/2024/6-A/1), pour un coût total pour le PAM de 14 603 177 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Le Bhoutan est devenu une monarchie constitutionnelle démocratique en décembre 2007. Le pays a adopté le concept de bonheur national brut, qui repose sur une gouvernance stable, la croissance économique et des investissements soutenus dans les domaines de l'éducation, de la culture, de l'énergie et de l'environnement.
2. Le Bhoutan a une population de 650 118 habitants, dont 51,2 pour cent sont de sexe féminin et 48,8 pour cent de sexe masculin¹. Les ménages, qui comptent en moyenne quatre personnes, vivent pour 61 pour cent en zone rurale et pour 39 pour cent en zone urbaine. Depuis qu'il est devenu une monarchie constitutionnelle, le pays a vu son produit intérieur brut par habitant augmenter de 1 714 dollars (2007) à 3 266 dollars (2021)². Le revenu national brut par habitant a doublé au cours de la même période, passant de 1 590 dollars à 3 040 dollars³, ce qui a contribué à faire chuter la pauvreté, dont la prévalence est passée de 23,2 pour cent en 2007 à 12,4 pour cent en 2022⁴. En ce qui concerne l'éducation, 96,2 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient scolarisés en 2022 (soit, à l'échelle nationale, 96,9 pour cent des filles et 95,5 pour cent des garçons)⁵. Presque tous les ménages ont accès à l'électricité (100 pour cent en zone urbaine et 99,5 pour cent en zone rurale), à des services d'assainissement (99,1 pour cent) et à la téléphonie mobile (98 pour cent)⁶.
3. Grâce à ces avancées et aux perspectives économiques offertes par le tourisme, le secteur agroalimentaire, les technologies de l'information et de la communication et l'énergie hydroélectrique, le Bhoutan est sorti de la catégorie des pays les moins avancés en décembre 2023⁷. Toutefois, des défis majeurs doivent encore être relevés pour faire reculer la pauvreté⁸. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a mis en évidence la faible productivité agricole, les taux élevés de pertes après récolte et les obstacles structurels dans les filières de l'ensemble des systèmes alimentaires du pays, qui se traduisent par des prix bas à la production, une dépendance croissante des marchés nationaux à l'égard des produits importés et une baisse des revenus des agriculteurs⁹.

¹ Bureau national de la statistique. 2022. *2022 Bhutan Living Standard Survey Report*.

² Banque mondiale. 2023. *Produit intérieur brut par habitant (en dollars courants) – Bhoutan*.

³ Banque mondiale. 2023. *Données sur les comptes nationaux (Bhoutan)*.

⁴ Banque asiatique de développement. 2023. *Page Web présentant des données sur la pauvreté au Bhoutan (en anglais uniquement)*.

⁵ Bureau national de la statistique. 2022. *2022 Bhutan Living Standard Survey Report*.

⁶ Ibid.

⁷ Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. 2020. *Graduation of Bhutan from the group of least developed countries: Potential implications and policy imperatives*

⁸ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 2022. *Towards a Smooth Transition Strategy for Bhutan*.

⁹ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*.

4. Les femmes sont touchées de façon disproportionnée par ces problèmes. Selon le rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde 2022, le pays se classe au 126^e rang sur 146 pays¹⁰. Bien que les politiques offrent certaines garanties, l'exclusion économique des femmes et les normes culturelles constituent d'importants obstacles à l'égalité femmes-hommes¹¹. Le taux d'activité des femmes, qui s'établit à 40,6 pour cent, est faible par rapport à celui des hommes (73,1 pour cent)¹². L'exclusion économique est particulièrement forte dans les zones rurales, où 49,4 pour cent des femmes ont un travail informel et non rémunéré dans l'exploitation agricole familiale, contre 25,9 pour cent pour les hommes¹³.
5. Le mariage précoce et le mariage forcé restent fréquents: 26 pour cent des filles sont mariées avant leurs 18 ans et 6 pour cent avant leurs 15 ans¹⁴. Avant 2019, 30 pour cent des femmes affirmaient avoir été victimes d'au moins une forme de violence domestique¹⁵. Fin 2020, comme suite aux confinements décrétés pendant la pandémie de COVID-19, les cas de violence domestique avaient augmenté de 37 pour cent¹⁶.
6. Les jeunes en situation de handicap cognitif ou physique sont également exposés à la violence¹⁷. En tout, 8 111 femmes ou filles et 7 456 hommes ou garçons – soit 2,1 pour cent de la population totale – présentent une forme ou une autre de handicap¹⁸. Les personnes handicapées sont plus nombreuses dans les zones rurales, où elles doivent faire face à une stigmatisation persistante liée aux normes culturelles et aux croyances religieuses¹⁹.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. Bien que la pauvreté et la faim aient reculé et que le Bhoutan ait progressé sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) relatifs à l'éducation (ODD 4) et à l'énergie propre (ODD 7), la pandémie de COVID-19 a révélé un certain nombre de difficultés concernant l'élimination de la faim (ODD 2), l'égalité entre les sexes (ODD 5) et le travail décent (ODD 8)²⁰. Pour maintenir sa neutralité carbone, le Bhoutan, qui est sorti de la catégorie des pays les moins avancés, compte élargir les perspectives économiques de tous les groupes de population et progresser dans le domaine de l'action climatique (ODD 13) en s'appuyant pour cela sur son projet de treizième plan quinquennal, pour 2024–2029.

¹⁰ Forum économique mondial. 2022. *Global Gender Gap Report 2022*.

¹¹ Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2019. *National Gender Equality Policy*.

¹² Banque mondiale. 2023. *Population active, femmes (% de la population active) - Bhoutan*.

¹³ Bureau national de la statistique. 2020. *2020 Labour Force Survey Report: Bhutan*.

¹⁴ Fonds des Nations Unies pour la population. 2022. *Portail présentant des données démographiques* (en anglais uniquement).

¹⁵ Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2017. *National Survey on Women's Health and Life Experiences 2017 – A Study on Violence Against Women and Girls in Bhutan*.

¹⁶ Fonds des Nations Unies pour la population. 2021. *Taking Shelter: Communities tackle gender-based violence amid COVID-19 in Bhutan*. L'évolution des taux en zone urbaine et en zone rurale n'a pas fait l'objet d'une analyse comparative.

¹⁷ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*.

¹⁸ Bureau national de la statistique. 2018. *2017 Population and Housing Census of Bhutan*.

¹⁹ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*.

²⁰ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*; Sachs, J.D., Lafortune, G., Kroll, C., Fuller, G. et Woelm, F. 2022. *Sustainable Development Report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond*; et page Web présentant le profil de pays du Bhoutan (en anglais uniquement).

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

8. *Élimination de la malnutrition.* Le Bhoutan a certes avancé dans la lutte contre l'émaciation, mais il se heurte toujours au triple fardeau de la malnutrition – carences en micronutriments, dénutrition et surnutrition²¹. Dans le pays, une alimentation nutritive coûte 4,4 fois plus chère qu'une alimentation permettant de couvrir les besoins énergétiques de base et reste donc inaccessible pour 27 pour cent des ménages²². Il en résulte donc une diversité alimentaire insuffisante et une consommation élevée de produits de base²³. Le retard de croissance touche 21 pour cent des enfants de moins de 5 ans, les ménages les plus pauvres étant les plus touchés; parallèlement, 33,5 pour cent des femmes et 31,7 pour cent des hommes âgés de 15 à 69 ans sont en surpoids²⁴. L'anémie concerne 35 pour cent des femmes et des filles qui ne sont pas enceintes, 31 pour cent des adolescentes et 44 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois²⁵.
9. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Si l'agriculture emploie 58 pour cent de la population, elle reste une activité de subsistance et ne représente que 13,4 pour cent du produit intérieur brut²⁶. Le rendement des cultures, la productivité de l'élevage et la qualité des récoltes tendent à diminuer en raison des périodes de sécheresse et des inondations qui se font plus fréquentes²⁷. Les faibles revenus ont incité 22 pour cent de la population rurale – en particulier les jeunes – à migrer vers les centres urbains, tandis que les hommes âgés de 25 à 60 ans quittent leur foyer pour aller chercher un emploi dans d'autres zones rurales²⁸.
10. *Obstacles liés à la problématique femmes-hommes.* La migration des hommes et des jeunes accroît considérablement la charge de travail qui pèse sur les femmes dans les exploitations familiales, met à mal les structures sociales communautaires et réduit l'appui dont disposent les femmes dans le cadre des soins qu'elles dispensent²⁹. Cette situation a pour effet de priver encore plus les femmes rurales de temps; ainsi, en 2019, ces dernières consacraient 131 minutes par jour de plus que les hommes aux soins et aux tâches domestiques non rémunérés³⁰. Si les femmes rurales constituent une part importante des membres des groupes et coopératives agricoles qui bénéficient d'une aide du Gouvernement, l'absence d'un appui spécifique visant à les aider à alléger leur charge de travail, à améliorer le stockage des produits alimentaires et à vendre leurs produits sur les marchés locaux limite leurs possibilités de générer des revenus, de suivre des formations et de participer à des groupes de soutien³¹.

²¹ Ministère de la santé. 2016. *National Nutrition Survey, 2015*.

²² PAM. 2022. *Fill the Nutrient Gap: Bhutan*.

²³ Banque mondiale. 2021. *The Cost of a Nutritious Diet in Bangladesh, Bhutan, India, and Nepal*.

²⁴ Ministère de la santé. 2020. *Noncommunicable Disease Risk Factors: Bhutan STEPS Survey Report, 2019*.

²⁵ Ministère de la santé. 2016. *National Nutrition Survey, 2015*.

²⁶ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2019. *RNR Census of Bhutan 2019*.

²⁷ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Strategy 2040*.

²⁸ Bureau national de la statistique. 2018. *Rural-Urban Migration and Urbanization in Bhutan*.

²⁹ Ibid.

³⁰ Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2019. *Accounting for Unpaid Care Work in Bhutan 2019*.

³¹ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Marketing Strategy 2021*.

11. *Systèmes alimentaires durables.* Les petits exploitants dont les compétences et l'accès au financement sont limités se heurtent à des lacunes structurelles s'agissant d'accéder aux marchés agricoles; ces lacunes sont liées à la mauvaise qualité des installations d'entreposage et de regroupement et aux déficits d'investissement dans les activités de transformation alimentaire, les infrastructures de marché et les transports³². Cette situation a entraîné une dépendance des marchés bhoutanais à l'égard des importations, les rendant vulnérables aux pénuries et à l'inflation³³. Les restrictions onéreuses imposées aux déplacements et l'augmentation du coût des transports pendant la pandémie de COVID-19 ont entraîné une hausse de 18 pour cent de l'indice des prix à la consommation pour les produits alimentaires³⁴. Les marchés et les chaînes d'approvisionnement alimentaires sont exposés aux chocs et aux facteurs de perturbation, et le Bhoutan éprouve des difficultés à se conformer aux normes internationales en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments³⁵.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

12. Depuis 2019, le Gouvernement a fait d'importants progrès dans le domaine des partenariats au service du développement. De nombreux programmes et politiques ont été élaborés avec l'appui d'entités des Nations Unies. Un tel appui a ainsi été apporté aux fins du financement et de la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire et de nutrition ou encore dans le cadre de la mise en place d'une supplémentation nutritionnelle ciblée pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et pour les adolescentes³⁶. Le projet de treizième plan quinquennal vise à pérenniser les avancées en améliorant la cohérence des politiques et en développant le secteur privé³⁷. Le plan comporte de nouveaux engagements en faveur d'un système intégré de protection sociale tenant compte des questions nutritionnelles et réactif en cas de chocs et prévoit également des mesures visant à améliorer la gestion des risques de catastrophe.
13. Le Gouvernement est conscient que l'instauration de conditions propices au développement financier, technique et commercial des systèmes alimentaires nationaux nécessite un appui au renforcement des capacités ainsi que des investissements étrangers. La priorité est donnée à une approche multisectorielle mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ainsi que sur le renforcement de la résilience face aux aléas naturels et aux changements climatiques. Pour mettre en œuvre ce programme de modernisation, il est jugé essentiel d'améliorer les systèmes de données et d'informations relatifs à l'agriculture, à l'éducation et à la gestion des catastrophes.

³² Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Strategy 2040*; Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Marketing Strategy 2021*.

³³ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Marketing Strategy 2021*; Bureau national de la statistique. 2022. *2022 Bhutan Living Standard Survey Report*.

³⁴ Bureau national de la statistique. 2023. Portail interactif présentant des données sur l'agriculture au Bhoutan (en anglais uniquement).

³⁵ *The Bhutanese*. 2020. "Very poor marketing, distribution and post-harvest management: Agriculture Minister"; Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Marketing Strategy 2021*.

³⁶ Gouvernement royal du Bhoutan. 2021. *Kingdom of Bhutan Second Nationally Determined Contribution*.

³⁷ Gouvernement royal du Bhoutan. 2023. Projet de treizième plan quinquennal (2024–2029) (en attente de ratification).

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

14. *Production alimentaire.* La faible productivité due à la disponibilité limitée de terres arables, au caractère fragmenté de la propriété foncière, à l'émigration et au manque de main-d'œuvre crée une situation qui est exacerbée par la variabilité des précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques³⁸. Bien que l'agriculture soit en train de se "féminiser"³⁹, trop peu d'investissements sont faits dans les outils permettant d'alléger la charge de travail, les instruments de crédit et les technologies intelligentes face au climat susceptibles de pallier le manque de temps auquel font face les femmes et de répondre aux besoins spécifiques des agricultrices et des jeunes exploitants agricoles⁴⁰.
15. *Filières.* La fragmentation des marchés a pour effet de limiter la croissance du secteur privé et de l'économie rurale et a des répercussions négatives sur la nutrition⁴¹. Les taux élevés de pertes après récolte sont liés aux mauvaises pratiques de manutention pendant et après les récoltes et à l'inadéquation des installations d'entreposage et de transport. En l'absence de capacités élémentaires de regroupement, de tri et de traitement, les petits exploitants agricoles ne sont pas à même de faire fonctionner les filières. Les pertes peuvent atteindre jusqu'à 73 pour cent de la production de fruits et de légumes nutritifs⁴². Le manque de services d'information sur les marchés complique la mise en relation des petits exploitants et des acheteurs et limite les possibilités d'ajout de valeur et de satisfaction de la demande.
16. *Consommation alimentaire et nutrition.* Au Bhoutan, le régime alimentaire est peu varié et repose sur une consommation importante d'aliments de base et de produits transformés. Les préférences alimentaires et le coût élevé que représente une alimentation nutritive sont les principaux facteurs de la mauvaise alimentation⁴³. Il est plus de quatre fois plus cher de répondre aux besoins nutritionnels que de répondre aux besoins énergétiques. Néanmoins, les transferts monétaires effectués par le Gouvernement royal pendant la pandémie de COVID-19 ont permis de maintenir l'accès des ménages pauvres à l'alimentation⁴⁴. En 2023, l'entière responsabilité des programmes de protection sociale a été transférée au Gouvernement. Le projet de treizième plan quinquennal comprend une stratégie tendant à mettre en place un système de protection sociale tenant compte des questions nutritionnelles et réactif en cas de chocs et prévoit des mesures visant à promouvoir une alimentation saine et riche en nutriments afin de lutter contre le triple fardeau de la malnutrition⁴⁵.

³⁸ Centre national d'hydrologie et de météorologie. 2019. *Analysis of Historical Climate and Climate Projection for Bhutan*; International Centre for Integrated Mountain Development. 2023. *Water, Ice, society and ecosystems in the Hindu Kush Himalaya: An Outlook*.

³⁹ Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2020. *Gender and Climate Change in Bhutan with a Focus on Nationally Determined Contribution Priority Areas: Agriculture, Energy and Waste*.

⁴⁰ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2019. *RNR Census of Bhutan 2019*.

⁴¹ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *RNR Marketing Strategy 2021*.

⁴² Bureau national de la statistique. 2023. Portail interactif présentant des données sur l'agriculture au Bhoutan (en anglais uniquement).

⁴³ PAM. 2022. *Fill the Nutrient Gap: Bhutan*.

⁴⁴ Centre international de politiques pour une croissance inclusive. 2020. *COVID-19 and social protection in South Asia: Bhutan*.

⁴⁵ Ministère de la santé. 2021. *National Nutrition Strategy and Action Plan (2021–2025)*.

17. *Chaînes d'approvisionnement réactives en cas de choc.* Les chocs et les aléas naturels peuvent affecter la qualité et la sécurité sanitaire des aliments utilisés dans les programmes d'alimentation scolaire et les chaînes d'approvisionnement servant aux interventions en cas de crise. Si, dans ses plans de préparation en cas de catastrophe, le Gouvernement privilégie les chaînes d'approvisionnement décentralisées, il reste essentiel d'assurer un suivi rapide de l'approvisionnement en denrées alimentaires au moyen de systèmes solides de gestion de l'information relative aux catastrophes pour garantir une coordination efficace, une bonne utilisation des infrastructures et une surveillance effective de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments⁴⁶.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

18. L'examen à mi-parcours de 2022 et l'évaluation de 2023 du plan stratégique de pays (PSP) pour 2019-2023 ont montré que le PAM avait su réorienter son appui, passant d'une assistance directe à un renforcement des capacités nationales en matière d'alimentation scolaire et de gestion des risques de catastrophe⁴⁷. Toutefois, bien que le pays soit doté d'un cadre complet de politiques et d'instruments juridiques relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, certains obstacles continuent d'entraver la coordination institutionnelle, la mobilisation de ressources et les capacités.
19. Dans le cadre des programmes nationaux d'alimentation scolaire, ces obstacles se traduisent par des lacunes dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires, les infrastructures d'entreposage, l'élaboration de menus nutritifs et le contrôle des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments⁴⁸. Les petits exploitants agricoles bhoutanais ont besoin d'un appui adapté et tenant compte de la problématique femmes-hommes pour pouvoir assurer une production alimentaire intelligente au regard des aléas climatiques et un approvisionnement constant de produits dans les filières cibles, comme celles entrant en jeu dans les programmes d'alimentation scolaire⁴⁹. Si le PAM a appuyé, en 2017, la création d'une usine d'enrichissement du riz, garantissant ainsi la consommation de riz enrichi dans le cadre des repas scolaires, les normes relatives au riz enrichi élaborées en 2020 n'ont en revanche pas encore été ratifiées et il n'est toujours pas possible de se procurer du riz enrichi sur les marchés nationaux.
20. Les facteurs de risque liés à des comportements susceptibles d'être modifiés continuent de sous-tendre le triple fardeau de la malnutrition⁵⁰. Selon l'évaluation du PSP, les initiatives du PAM visant à faire évoluer la société et les comportements liés aux pratiques alimentaires auraient touché 260 000 personnes (soit 36 pour cent de la population); il sera néanmoins essentiel de cibler les bénéficiaires en fonction de leur âge pour enrayer la tendance à une plus forte consommation de produits pauvres en nutriments ou ultra-transformés chez les enfants d'âge scolaire et les adolescents⁵¹.

⁴⁶ Ministère de l'intérieur et des affaires culturelles. 2022. *Road map for enhancing disaster risk management in Bhutan* (version préliminaire).

⁴⁷ PAM. 2023. *Evaluation of Bhutan WFP Country Strategic Plan 2019–2023*.

⁴⁸ Fondation globale pour la nutrition des enfants. 2021. *Global Survey of School Meal Programs: Kingdom of Bhutan*; Bureau de l'Agence japonaise de coopération internationale pour le Bhoutan. 2021. *School feeding survey* (document à diffusion restreinte).

⁴⁹ PAM. 2022. *Evaluation of WFP's support to smallholder farmers and its expanded portfolio across the agriculture value chain in Bhutan – January 2019 to June 2021*.

⁵⁰ Ministère de la santé. 2020. *Noncommunicable Disease Risk Factors: Bhutan STEPS Survey Report, 2019*.

⁵¹ PAM. 2022. *Using social behaviour change to promote healthy diets among children and adolescents*.

21. Il faut également remédier aux lacunes dans le système national de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Bien qu'un guichet logistique pour les urgences ait été mis en place avec le soutien du PAM, il s'agit du seul guichet opérationnel sur les huit qui avaient été prévus par l'autorité nationale de gestion des catastrophes⁵². Les principes directeurs relatifs à la gestion des réserves alimentaires adoptés en 2020 doivent être simplifiés, et une assistance technique et des ressources sont nécessaires pour améliorer l'analyse des risques et le dispositif d'alerte rapide et pour renforcer la coordination institutionnelle et les capacités d'intervention en cas d'urgence⁵³.
 22. Les organismes des Nations Unies présents au Bhoutan souhaitent mettre en place des modalités conjointes afin d'aider le Gouvernement à fournir des garanties environnementales et sociales, notamment des garanties de protection. Le PAM collabore avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de mettre au point une intervention interinstitutions avec un mandat, des mesures et des responsabilités partagés.
- 2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres**
23. Le PSP est aligné sur le projet de treizième plan quinquennal du Bhoutan et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après, le "Plan-cadre de coopération") pour 2024-2028⁵⁴. Ce dernier a été élaboré compte tenu de l'analyse commune de pays des Nations Unies réalisée en 2023, sur laquelle on s'est appuyé pour formuler les objectifs relatifs à la transformation économique, au développement social, à la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, et à la gouvernance⁵⁵.
 24. Le PSP est aligné sur d'autres politiques et instruments nationaux, y compris sur la stratégie relative aux ressources naturelles renouvelables à l'horizon 2030, qui guide les efforts du pays visant à éliminer la faim⁵⁶, la stratégie nationale relative à la nutrition et le plan d'action connexe pour 2021-2025⁵⁷, le plan national d'adaptation de 2022⁵⁸, la loi de 2013 relative à la gestion des catastrophes⁵⁹ et les orientations issues du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021⁶⁰. Les mesures concernant l'égalité femmes-hommes et la protection des groupes de population vulnérables sont éclairées par la politique en matière d'égalité des sexes de 2020 et par la politique relative au handicap de 2019⁶¹.

⁵² Gouvernement royal du Bhoutan. 2013. *Disaster Management Act of Bhutan 2013*.

⁵³ Food Corporation of Bhutan Limited, Autorité bhoutanaise de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation et PAM. 2020. *Guideline for food safety and quality management of national food security reserve*.

⁵⁴ Gouvernement royal du Bhoutan. 2023. Projet de treizième plan quinquennal (2024-2029) (en attente de ratification).

⁵⁵ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*.

⁵⁶ Ministère de l'agriculture et de l'élevage. 2022. *Grow Bhutan: RNR strategy 2030*.

⁵⁷ Ministère de la santé. 2021. *National Nutrition Strategy and Action Plan (2021-2025)*.

⁵⁸ Ministère de l'intérieur et des affaires culturelles. 2022. *Stocktaking for national adaptation plan (NAP) formulation process in Bhutan*.

⁵⁹ Gouvernement royal du Bhoutan. 2013. *Disaster Management Act of Bhutan 2013*.

⁶⁰ Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *Bhutan National Pathways. Food Systems for Gross National Happiness: Transformative Pathways for Bhutan*.

⁶¹ Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2020. *National Gender Equality Policy 2020*; Secrétariat de la Commission du bonheur national brut. 2019. *National Policy for Persons with Disabilities 2019*.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

25. Plusieurs consultations ont été organisées avec les autorités, le secteur privé, la société civile et les parties prenantes des Nations Unies afin d'examiner les contributions que le PAM pouvait apporter aux objectifs du projet de treizième plan quinquennal et du Plan-cadre de coopération. Les partenaires du PAM au sein du Gouvernement et des Nations Unies ont grandement participé à l'élaboration, au niveau des programmes, des théories du changement sur lesquelles se fonde la définition des effets directs, des produits et des activités du PSP. La nouvelle priorité stratégique accordée par le PAM à la fourniture, à l'intention des petits exploitants, d'un appui visant à transformer les relations femmes-hommes fait suite à la demande du Gouvernement, qui souhaite renforcer l'action en faveur d'une production alimentaire adaptée au climat et du développement des filières, et vient compléter les contributions des autres organismes ayant leur siège à Rome (à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole). Elle fait fond sur l'analyse commune de pays des Nations Unies et sur les dialogues nationaux organisés comme suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, et tient compte des points de vue de membres d'organisations paysannes, principalement des femmes.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientation et impacts escomptés

26. La théorie du changement de haut niveau élaborée par le PAM repose sur une approche axée sur les systèmes alimentaires, le renforcement des capacités constituant la principale modalité de transfert. Aucun transfert de ressources ne sera effectué par le PAM au titre du PSP. En réponse aux recommandations issues des évaluations décentralisées et de l'évaluation du PSP pour le Bhoutan, le PAM met en place un nouveau portefeuille de renforcement des capacités au titre de l'effet direct 1 du PSP, le but étant d'aider le Gouvernement à apporter aux petits exploitants un appui à même de transformer les relations entre les femmes et les hommes afin d'améliorer la production, le regroupement, la transformation et la commercialisation d'aliments nutritifs. Cette approche intégrée favorisera les efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir une protection sociale tenant compte des questions nutritionnelles et réactive en cas de chocs (effet direct 2 du PSP) et complètera l'action plus vaste engagée par les organismes ayant leur siège à Rome dans le domaine de l'agriculture.
27. La résilience nationale sera renforcée à deux niveaux essentiels: premièrement, grâce à l'instauration de conditions propices à la production, à la transformation et à l'enrichissement durables d'aliments nutritifs, à un coût abordable, et à leur consommation par les enfants et les adultes; deuxièmement, grâce au renforcement de la capacité qu'ont les systèmes alimentaires du Bhoutan d'absorber les chocs, de gérer les risques et de s'adapter aux chocs et aux facteurs de perturbation liés au climat et aux marchés⁶².

⁶² Ministère de l'agriculture et des forêts. 2021. *Bhutan National Pathways. Food Systems for Gross National Happiness: Transformative Pathways for Bhutan.*

28. Les travaux menés au titre des deux effets directs comprendront des activités tendant à faire évoluer la société et les comportements en favorisant l'acquisition de connaissances, les attitudes et les pratiques susceptibles de promouvoir une alimentation saine. Des initiatives transversales visant à améliorer l'utilisation par le Gouvernement des services numériques, conformément à la feuille de route connexe adoptée en 2023, sont également prévues⁶³. La prise en compte de la problématique femmes-hommes et du handicap s'appuiera sur des mesures en faveur de l'autonomisation des petites agricultrices et de la participation des personnes handicapées dans les entreprises agricoles et les programmes de protection sociale. Les programmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise seront conçus de façon à ce que les femmes et les personnes handicapées – qui sont exposées de façon disproportionnée aux risques faisant peser une menace sur la vie – bénéficient d'un appui en cas de catastrophe.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les populations rurales du Bhoutan, en particulier les petites exploitantes agricoles, les jeunes et les personnes handicapées, ont des moyens d'existence résilients face aux changements climatiques et leur sécurité alimentaire ainsi que leur nutrition s'améliorent

29. L'effet direct 1 du PSP prévoit une approche à plusieurs niveaux de nature à améliorer la production, la gestion après récolte et la commercialisation des produits par les petits exploitants agricoles, et à atténuer les risques connexes. Le PAM s'attachera à transformer les rapports femmes-hommes en créant, dans les filières cibles, des possibilités d'émancipation économique des femmes qui seront porteuses de changement. Il contribuera à renforcer le statut des femmes en faisant en sorte qu'elles jouent un rôle moteur plus fort dans l'utilisation des ressources et qu'elles participent davantage à la prise des décisions à cet égard et concernant les attentes et les responsabilités aux niveaux du ménage, du groupe et de la communauté. Les initiatives de renforcement des capacités qui seront menées par le PAM à l'intention des partenaires gouvernementaux au titre de l'activité 1 permettront aux femmes et aux jeunes de diversifier leur production alimentaire et d'avoir accès à des régimes d'assurance des risques et à des dispositifs améliorés d'épargne et de crédit. Des stratégies destinées à accroître le volume, la valeur et les ventes des produits seront élaborées au titre de l'activité 2 afin de faire progresser les revenus des bénéficiaires et l'accessibilité économique des produits alimentaires, complétant l'appui apporté au titre de l'effet direct 2 du PSP en faveur d'une protection sociale à dimension nutritionnelle et d'une alimentation saine, y compris dans le cadre des repas scolaires. Les deux activités cibleront les mêmes groupes de population. Cet ensemble complet d'activités permettra d'accélérer les progrès vers la réalisation des cibles 2.3, 2.4 et 13.1 associées aux ODD. Les partenariats avec les pouvoirs publics et les autres organismes ayant leur siège à Rome permettront de garantir la cohérence stratégique de l'action menée.

Effet direct stratégique du PAM

30. L'effet direct 1 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

31. L'effet direct 1 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

⁶³ PAM. 2021. *Stratégie du Programme alimentaire mondial en matière de soutien à la protection sociale*.

Harmonisation avec les priorités nationales

32. L'effet direct 1 du PSP est aligné sur les objectifs 1 et 3 du projet de treizième plan quinquennal du Bhoutan et sur le Plan-cadre de coopération. L'objectif 1 vise en priorité à instaurer une économie inclusive et résiliente, tandis que l'objectif 3 porte sur la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes. Tous deux comportent des stratégies tendant à transformer les systèmes alimentaires et à offrir des débouchés économiques aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.

Produits escomptés

33. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 1 du PSP:
- Produit 1.1: Les organisations paysannes dirigées par des femmes, des hommes ou des jeunes bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui visant à accroître la résilience de la production alimentaire des petites exploitations face à l'urgence climatique, aux aléas naturels et à d'autres risques.
 - Produit 2.1: Les petites entreprises agricoles et d'autres acteurs des filières concernées bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui leur permettant d'ajouter de la valeur aux produits locaux et d'accéder durablement aux marchés agricoles.
34. Ces produits contribuent à la réalisation de l'effet direct 1 du PSP en ce qu'ils favorisent l'autonomisation des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes handicapées qui sont membres de groupes paysans ou d'entreprises agricoles grâce à des activités adaptées à leurs ambitions et à leurs capacités. Ces travaux seront facilités par un contexte stratégique propice reconnaissant l'intérêt de l'appui apporté au renforcement des capacités institutionnelles et par le développement du secteur privé bhoutanais, encore émergent.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir aux institutions publiques nationales et locales une assistance technique visant à renforcer la capacité des organisations paysannes à faire face aux chocs climatiques, et mettre en place des solutions innovantes de gestion des risques afin de promouvoir une production d'aliments nutritifs résiliente face aux aléas climatiques

35. Les initiatives de renforcement des capacités menées par le PAM contribueront à intensifier le soutien apporté par les pouvoirs publics aux petits exploitants agricoles afin de les aider à mieux comprendre, sélectionner et utiliser les technologies et pratiques qui permettent d'alléger la charge de travail tout en étant adaptées au climat. Elles compléteront les efforts de création d'actifs communautaires facilités par le Gouvernement et les organismes ayant leur siège à Rome et devraient permettre d'accroître la diversité et la production de légumes, de produits laitiers et de cultures à valeur élevée qui génèrent des revenus et entrent dans la composition des programmes d'alimentation scolaire.
36. Le PAM aidera le Gouvernement à mieux faire comprendre aux petits exploitants agricoles l'intérêt d'une alimentation nutritive et à les motiver à adopter une telle alimentation, en intégrant des activités destinées à faire évoluer la société et les comportements dans les programmes de vulgarisation agricole dans certains districts.
37. L'assistance technique fournie permettra au Centre national d'hydrologie et de météorologie de rendre les prévisions et les informations météorologiques accessibles aux petits exploitants agricoles. La mise en place par le PAM d'une microassurance indicielle offrira une solution de gestion des risques aux petits exploitants et une base de données factuelles sur laquelle le Gouvernement pourra s'appuyer pour généraliser le dispositif.

38. Cette approche échelonnée sera étayée par des exercices participatifs organisés par le Gouvernement; elle débouchera sur l'élaboration de plans de résilience pour les communautés et les districts et sous-tendra les efforts visant à adapter l'appui fourni par les pouvoirs publics et le secteur financier pour répondre aux besoins différenciés des femmes, des hommes et des jeunes.

Activité 2: Fournir une assistance technique aux institutions publiques nationales et locales afin d'augmenter les capacités des regroupements de producteurs, des petites entreprises agricoles et d'autres acteurs des filières et de renforcer ainsi le pouvoir d'action des femmes et des jeunes dans les filières ciblées

39. Les initiatives de renforcement des capacités menées par le PAM à l'intention des institutions publiques et des fonctionnaires contribueront à améliorer les compétences et les connaissances des groupes paysans en ce qui concerne la récolte, la manutention, l'entreposage, la transformation et la vente des produits agricoles. L'introduction de techniques agroindustrielles facilitera l'ajout de valeur et limitera les pertes. Cette approche viendra compléter les services infrastructurels fournis par le Gouvernement, comme ceux visant à améliorer les installations de regroupement.
40. Les filières ciblées pendant la première phase du PSP seront celles des légumes frais, des produits laitiers, du miel et du curcuma, des études de faisabilité ayant montré qu'il était possible d'accroître rapidement la mobilisation des coopératives et groupes paysans concernés dans plusieurs districts. Dans le cadre d'une phase ultérieure, le PAM organisera des activités de renforcement des capacités en matière d'analyse des chaînes de valeur pour aider le Gouvernement à cibler d'autres filières dans un certain nombre de districts.
41. Les compétences en matière de création d'entreprises, de planification des marchés et d'entrepreneuriat acquises grâce à l'assistance technique fournie par le PAM aux institutions publiques serviront à consolider l'appui apporté aux efforts déployés par les femmes et les jeunes pour valoriser les produits locaux, négocier avec les acteurs des filières concernées, y compris les acheteurs, et maintenir de bonnes relations avec eux. L'accès physique des personnes handicapées aux groupes paysans et aux entreprises agricoles sera assuré, et ces groupes et entreprises recevront une formation et un appui afin d'aider leurs membres à travailler ensemble. Des séances de sensibilisation à l'inclusion du handicap seront proposées à l'ensemble de la communauté.
42. Les activités organisées dans les districts seront complétées par des services de soutien à l'intention du Gouvernement, l'objectif étant d'aider ce dernier à mettre au point une plateforme de fournisseurs en ligne afin d'améliorer la visibilité sur les marchés et de permettre aux petits exploitants et aux acheteurs de négocier et d'effectuer des transactions à distance. Dans le cadre de l'assistance technique fournie, le PAM veillera à ce que la base de données statistiques nationale soit mise à niveau et intégrée aux outils de planification, de communication d'informations et de prise de décisions liées à l'agriculture et aux marchés de produits alimentaires.

Partenariats

43. Le PAM associera ses efforts à ceux du Département de l'agriculture du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et des autres organismes ayant leur siège à Rome pour renforcer la résilience face aux changements climatiques. Des services d'information seront mis en place avec le Centre national d'hydrologie et de météorologie. Les activités de promotion de l'égalité femmes-hommes et d'inclusion du handicap bénéficieront du soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de la fondation Tarayana et de l'Association bhoutanaise des femmes chefs d'entreprise.

44. Les travaux sur les filières cibles seront effectués avec des partenaires nationaux, dont le Département de la commercialisation des produits agricoles et des coopératives et les centres régionaux de commercialisation des produits agricoles, sous la houlette du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. De nouveaux partenariats ont été noués avec le secteur privé, notamment avec la Food Corporation of Bhutan Limited, des coopératives de producteurs nationaux de petite et de moyenne taille, des entreprises agroalimentaires et des exportateurs.

Hypothèses

45. Les partenaires gouvernementaux disposent des ressources et du personnel nécessaires pour mettre en œuvre les plans de travail annuels, et les services fournis par les pouvoirs publics et par le secteur privé s'adaptent aux besoins des petits exploitants agricoles.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

46. La stratégie de transfert des responsabilités du PAM consistera dans un premier temps à fournir une assistance technique aux fins de l'élaboration, de la planification et de la gestion, par le Gouvernement, de programmes de développement de l'agriculture et des filières qui soient de nature à transformer les relations femmes-hommes et adaptés aux changements climatiques. Ainsi, les crédits budgétaires alloués au titre de l'activité 2 seront bien plus importants pour la première année de mise en œuvre que pour les suivantes. Par la suite, et dans le cadre de la collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, les dépenses engagées au titre de l'effet direct 1 du PSP diminueront progressivement à mesure que le PAM se tournera vers une stratégie de renforcement des capacités axée sur un suivi et une analyse numérique et sur le partage de connaissances. L'appui en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire aidera le Gouvernement à promouvoir la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes dans l'agriculture, à trouver de nouveaux financements et à accroître la mobilisation du secteur privé bhoutanais dans les systèmes alimentaires.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les citoyens du Bhoutan, en particulier les groupes de population vulnérables, recueillent les fruits du renforcement du capital humain et d'un système alimentaire résilient face aux crises et aux chocs climatiques et autres

47. L'effet direct 2 du PSP contribuera au développement du capital humain en aidant le Gouvernement à appliquer les politiques, normes et processus nationaux relatifs à l'alimentation et à la nutrition afin de garantir une protection sociale efficace qui tienne compte des questions de nutrition et qui soit réactive face aux chocs. Une approche de l'éducation à la nutrition associant la société dans son ensemble et sous-tendue par l'accès accru à une alimentation nutritive permis par les programmes nationaux d'alimentation scolaire sera adoptée pour donner aux citoyens et citoyennes bhoutanais les moyens de produire et de consommer des aliments sains et nutritifs. La résilience des systèmes alimentaires nationaux sera consolidée grâce à des initiatives de renforcement des capacités destinées à améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions visant à faire face aux catastrophes et à leurs conséquences pour les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des zones reculées. Cet ensemble d'activités contribuera à la réalisation de la cible 17.9 ainsi que des cibles 1.3, 1.5 et 2.2 associées aux ODD.

Effet direct stratégique du PAM

48. L'effet direct 2 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

49. L'effet direct 2 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

50. Le présent effet direct est aligné sur les objectifs 2 et 3 du projet de treizième plan quinquennal du Bhoutan et sur le Plan-cadre de coopération, axés respectivement sur le développement humain et sur la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes.

Produits escomptés

51. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct stratégique 2:

- Produit 3.1: Les bénéficiaires des programmes nationaux d'alimentation scolaire ont accès en continu à des aliments riches en nutriments et à des repas sans danger pour la santé, sains et variés tout au long de l'année.
- Produit 4.1: Les citoyens du Bhoutan, en particulier les enfants d'âge scolaire et les groupes exposés au risque de malnutrition, ont les moyens d'accéder à une alimentation sans danger pour la santé, saine et riche en nutriments qui répond aux normes internationales en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments.
- Produit 5.1: Les populations qui sont exposées à des chocs et à des facteurs de perturbation bénéficient du renforcement des services publics, notamment de l'intégration de mécanismes de protection sociale tenant compte des questions nutritionnelles et réactifs face aux chocs dans les politiques, programmes et systèmes nationaux et infranationaux de gestion des risques de catastrophes.

52. Ces produits sont conçus pour consolider les initiatives de renforcement des capacités menées par le PAM en faveur d'une protection sociale à dimension nutritionnelle et de systèmes alimentaires résilients. L'analyse du coût et de l'accessibilité économique d'une alimentation saine sera perfectionnée, de façon à améliorer le ciblage et à permettre au Gouvernement d'utiliser les instruments nationaux de protection sociale, tels que le programme d'alimentation scolaire, pour promouvoir des régimes alimentaires sains et la consommation d'aliments enrichis. Des efforts conjoints de sensibilisation, de formation et de recherche seront menés pour favoriser l'égalité femmes-hommes et l'inclusion du handicap dans la protection sociale et pour améliorer le traitement des données ventilées dans les systèmes d'information publics.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir au Gouvernement et aux autres parties prenantes une assistance technique destinée à améliorer la protection sociale, notamment en créant des liens entre les programmes nationaux d'alimentation scolaire et les exploitants agricoles et les fournisseurs, l'objectif étant de promouvoir la consommation d'aliments sans danger pour la santé, sains et riches en nutriments

53. Dans la droite ligne de l'assistance technique fournie en faveur du programme national d'alimentation scolaire et de nutrition du Bhoutan au titre du PSP de première génération (2019-2023), le PAM élargira l'appui apporté sur le plan social en menant des actions dans cinq domaines essentiels:

- développer la capacité des agents de l'État et du personnel des écoles, des établissements spécialisés accueillant des enfants handicapés, des écoles monastiques et des centres d'accueil et de développement de la petite enfance à concevoir des menus afin d'offrir des repas qui soient aussi riches en nutriments et abordables que possible, toute l'année;
- consolider l'approvisionnement alimentaire par l'intermédiaire de chaînes d'approvisionnement décentralisées et de contrats d'achat avec des groupes paysans et des petites entreprises agricoles dont les membres ou les équipes dirigeantes comptent une part importante de femmes (activité 2);

- améliorer le stockage, la préparation et la manutention des produits alimentaires dans les établissements de sorte que les repas fournis soient nutritifs et répondent aux normes en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments;
- fournir une assistance technique aux fins de l'élaboration de solutions et de systèmes numériques visant à faciliter la supervision des programmes d'alimentation scolaire par le Gouvernement et la sélection de menus économiquement accessibles et nutritifs pour les repas scolaires;
- mener des analyses et des activités de génération de données conjointes avec les autres entités des Nations Unies et favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de garantir la conception, la mise en place et la mise en œuvre efficaces, au Bhoutan, d'un système de protection sociale qui soit abordable, tienne compte de la problématique femmes-hommes et des questions de nutrition et permette de faire face aux chocs.

Activité 4: Fournir une assistance technique, y compris dans le cadre d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics et par le secteur privé pour promouvoir la consommation d'aliments enrichis et faire en sorte que tous les bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire et l'ensemble de la population aient une alimentation sans danger pour la santé, saine et riche en nutriments

54. Afin d'améliorer les connaissances, les attitudes et les pratiques des écoliers, des personnes qui s'en occupent et du grand public et de faire ainsi en sorte qu'ils aient une alimentation saine, variée et riche en nutriments et que la consommation d'aliments mauvais pour la santé recule, le PAM aidera le Gouvernement à assurer la planification, l'exécution et le suivi d'un ensemble d'activités ciblées, fondées sur des données factuelles et pouvant être adaptées au contexte local, à même de faire évoluer la société et les comportements, et l'élaboration de supports connexes.
55. Des informations sur les bienfaits d'une alimentation nutritive seront véhiculées aux écoliers et aux écolières dans les programmes scolaires ainsi que dans des livres et des jeux, lors d'événements et par des communications sur les médias sociaux. Grâce à une campagne médiatique nationale, le groupe de travail gouvernemental chargé de faire évoluer la société et les comportements s'attachera à améliorer les connaissances, les attitudes, les normes et les pratiques des petits exploitants agricoles, des enfants et des autres consommateurs en matière d'alimentation. Une plateforme numérique sera mise en place pour permettre au Gouvernement de communiquer des renseignements utiles au corps enseignant, aux agents de vulgarisation, aux parents, aux enfants et au grand public.
56. Le PAM appuiera la stratégie nationale en matière de nutrition pour 2021-2025 et le plan d'action connexe en renforçant les capacités des pouvoirs publics à utiliser des aliments enrichis dans l'ensemble des programmes bhoutanais d'alimentation scolaire (activité 3) et en veillant à ce que de tels aliments soient intégrés de manière anticipée dans les chaînes d'approvisionnement en prévision d'éventuelles interventions d'urgence (activité 5). Il sera fait appel au secteur privé pour promouvoir l'accès aux produits alimentaires enrichis sur les marchés (activité 2) et pour relayer les initiatives du Gouvernement visant à promouvoir la consommation d'aliments salubres, sains et riches en nutriments.

Activité 5: Fournir une assistance technique et des solutions innovantes aux institutions publiques afin d'élargir les programmes de réduction des risques de catastrophe axés sur l'humain, qui tiennent compte des questions nutritionnelles et favorisent la préparation et une intervention efficace face aux chocs et aux facteurs de perturbation

57. Le PAM s'attachera à renforcer la résilience des systèmes nationaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise en fournissant un appui accru en matière d'analyse des risques et d'alerte rapide, de collaboration multipartite et d'apprentissage, et s'agissant de déterminer les étapes concrètes en vue de l'intensification d'une intervention d'urgence.
58. Le PAM contribuera à améliorer la coordination institutionnelle assurée par l'autorité nationale de gestion des catastrophes et renforcera l'efficacité des plans d'urgence en matière de gestion des catastrophes au niveau des districts. Il fournira une assistance technique aux fins de la mise au point d'outils d'évaluation rapide, de leur mise à l'essai et de leur utilisation et en vue de consolider les chaînes d'approvisionnement utilisées en cas d'intervention d'urgence, la gestion des données et les systèmes de télécommunication d'urgence.
59. Dans le cadre d'une nouvelle initiative, il soutiendra les efforts déployés par le Gouvernement pour intégrer les plans de préparation communautaire et les garanties de protection dans les plans d'urgence des districts, élaborer des stratégies de protection des femmes et des personnes handicapées et promouvoir l'accès des femmes à des fonctions de direction.
60. Divers moyens d'intégrer des modalités de protection sociale réactives et tenant compte des questions nutritionnelles dans les initiatives de gestion des catastrophes – tels que l'adoption de normes minimales de qualité des aliments, de sécurité sanitaire et de nutrition dans les chaînes d'approvisionnement d'urgence (activité 3) ou le recours aux rations à emporter lorsqu'un choc est anticipé ou a eu lieu – seront évalués et promus.

Partenariats

61. Les activités d'alimentation scolaire et celles visant à faire évoluer la société et les comportements seront menées en partenariat avec les pouvoirs publics, notamment avec les ministères chargés de l'éducation et du développement des compétences, de la santé ainsi que de l'agriculture et de l'élevage. Le nouveau partenariat conclu avec l'autorité monastique centrale du Bhoutan contribuera à élargir l'accès à des repas scolaires nutritifs. Le PAM nouera aussi des partenariats avec la Food Corporation of Bhutan Limited (enrichissement du riz) et l'Autorité nationale de contrôle des aliments et des médicaments (qualité et sécurité sanitaire des aliments). Des efforts conjoints de sensibilisation et de partage des connaissances seront menés en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le FNUAP et les autres organismes ayant leur siège à Rome, afin d'aider le Gouvernement à se doter des politiques et des compétences nécessaires pour mettre en place une approche intégrée de la protection sociale qui soit adaptée à l'âge et au sexe et fondée sur le cycle de vie.
62. Les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise seront réalisées en partenariat avec l'autorité nationale de gestion des catastrophes, le département de la gouvernance locale et de la gestion des catastrophes et l'unité de gestion des catastrophes. Le PAM collaborera également avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes afin de renforcer l'état de préparation du Gouvernement aux situations d'urgence et ses capacités d'intervention, de mobiliser des ressources et de faciliter la planification de la préparation au niveau communautaire.

63. Le PAM facilitera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre le Gouvernement bhoutanais et les gouvernements des autres pays d'Asie du Sud en ce qui concerne l'enrichissement des aliments, les normes de qualité et de sécurité sanitaire pour les services d'alimentation scolaire ainsi que les arrangements transfrontières relatifs à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise. Il appuiera également la coordination et le partage des meilleures pratiques entre ses partenaires gouvernementaux ainsi que le Forum mondial sur la nutrition infantile et la Coalition pour les repas scolaires.

Hypothèses

64. Le Gouvernement bhoutanais fournit un appui budgétaire suffisant pour continuer d'apporter une supplémentation en micronutriments ciblée aux adolescentes dans le cadre des repas scolaires ainsi que du riz enrichi aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes par l'intermédiaire du système national de santé. Les investissements dans les procédures et infrastructures de qualité et de sécurité sanitaire des aliments contribuent à améliorer les normes connexes. Les approches factuelles et réactives face aux chocs sont renforcées en améliorant la saisie, l'utilisation et le partage des données dans les systèmes d'information de gestion et en procédant à des évaluations des dangers ainsi qu'à des exercices de simulation de catastrophes, conformément aux protocoles convenus et aux exigences en matière de confidentialité des données.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

65. Le PAM a transféré les responsabilités relatives aux activités d'alimentation scolaire au Gouvernement en 2019. Au titre du présent PSP, il préconisera l'élargissement durable des services de repas scolaires, ceux-ci devant être nutritifs et abordables et tenir compte des besoins des filles et des garçons, et l'utilisation de riz enrichi dans tous les programmes nationaux d'alimentation scolaire. En outre, un soutien sera apporté aux efforts déployés par le Gouvernement pour élargir ses activités d'éducation nutritionnelle, d'élaboration de normes relatives à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments et de production d'aliments de base enrichis. Les initiatives de collaboration interinstitutions et de renforcement des capacités menées par le PAM permettront de garantir que des systèmes clairs de gouvernance et de suivi qui contribuent à la durabilité des plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise sont en place.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

66. Tout au long de la période couverte par le PSP, il n'y aura aucun bénéficiaire direct au titre des effets directs 1 et 2. Tous les bénéficiaires de l'effet direct 1 tireront parti de façon indirecte de l'assistance technique fournie par le PAM à ses partenaires gouvernementaux, lesquels seront responsables de la mise en œuvre des activités sur le terrain. Compte tenu des districts et sous-districts ciblés comme suite à l'analyse multicritères de la pauvreté et aux consultations avec la population et les parties prenantes organisées conjointement par le PAM et le Gouvernement, le PAM entend apporter un appui indirect à 85 000 bénéficiaires (soit 53 500 femmes et 31 500 hommes) dans huit des districts les plus vulnérables du pays. Selon les estimations, 10 500 jeunes, dont 65 pour cent de femmes, accéderont ainsi aux filières agricoles.

67. Les efforts de planification communautaire participative déployés par le Gouvernement avec le soutien du PAM donneront aux femmes, aux hommes et aux jeunes les moyens de participer aux activités menées au titre de l'effet direct 1. Il ressort de l'analyse de la problématique femmes-hommes réalisée par le PAM que, dans certaines localités, jusqu'à 70 pour cent des ménages ciblés sont dirigés par une femme et que 600 bénéficiaires sont des personnes handicapées (300 femmes et 300 hommes). Par ailleurs, 47 000 petits exploitants vivant dans des districts et des sous-districts non ciblés bénéficieront indirectement des interventions relatives à la production alimentaire adaptée aux aléas climatiques prévues au titre de l'effet direct 1, et 106 000 personnes tireront parti des améliorations apportées aux filières agricoles.
68. Les activités de renforcement des capacités menées au titre de l'effet direct 2 du PSP à l'intention des fonctionnaires et de diverses institutions – ministères et départements, autorité monastique centrale, entités du secteur privé – contribueront à apporter chaque année un appui indirect à 105 000 bénéficiaires des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Les interventions visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées avec l'aide du PAM toucheront 240 000 personnes supplémentaires. Les activités de renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise menées par le PAM aux niveaux des communautés et des districts et au niveau national pourraient profiter indirectement aux 650 118 citoyens et citoyennes du Bhoutan.

4.2 Transferts

69. Le PAM ne prévoit aucun transfert au titre du présent PSP. Les deux effets directs seront mis en œuvre avec les partenaires gouvernementaux et par leur intermédiaire, la modalité de transfert utilisé étant le renforcement des capacités nationales, ce qui contribue aux effets directs stratégiques 3 (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables) et 4 (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés) du PAM. En cas de crise majeure, l'intervention d'urgence sera pilotée par le Gouvernement, qui bénéficiera pour ce faire des activités de renforcement des capacités organisées par le PAM au titre de l'activité 5.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

70. Le bureau de pays ne prévoit pas d'évolution majeure du niveau ou de la structure de sa dotation en effectifs au titre du présent PSP. Des experts techniques recrutés à court terme sur le plan international seront déployés pour participer aux activités de développement des compétences nationales dans des domaines tels que la nutrition, le suivi et l'innovation numérique. Le PAM examinera régulièrement la structure de ses effectifs pour s'assurer qu'ils restent adaptés compte tenu des modifications qui pourraient être apportées aux programmes et des perspectives en matière de mobilisation de ressources.
71. La collaboration entre les équipes dans l'ensemble des activités du PSP permettra de renforcer le rapport coût-efficacité et le partage des connaissances. Le développement des compétences du personnel contribuera à l'appui accru apporté par le PAM au renforcement des capacités nationales. La priorité sera donnée à la prise en compte systématique des objectifs d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes grâce à l'élaboration d'un plan d'action révisé en la matière.

4.4 Partenariats

72. Le PAM tirera parti des relations de confiance qu'il entretient de longue date avec le Gouvernement pour obtenir l'impact le plus grand possible. Toutes les activités seront menées dans le cadre de partenariats avec les autorités nationales et locales et reposeront sur une stratégie de renforcement des capacités du pays assortie d'étapes clairement définies. Le Département du Ministère des finances en charge des politiques macroéconomiques, budgétaires et financières coordonnera les activités de coopération générales et de haut niveau du PAM. Les activités de collaboration quotidienne avec les ministères techniques consisteront à s'accorder sur des plans de travail annuels avec les partenaires au sein des départements et des divisions du Gouvernement et à les mettre en œuvre.
73. Les partenariats du PAM avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et avec les autres organismes ayant leur siège à Rome contribueront à promouvoir une production alimentaire résiliente face aux changements climatiques et à mettre en place une assurance indicelle fondée sur les données météorologiques. Le nouveau partenariat noué avec le Département de la commercialisation des produits agricoles et des coopératives favorisera l'autonomisation économique des femmes et aidera les jeunes à trouver un emploi dans des petites entreprises agricoles capables de maintenir leurs relations avec les acheteurs des filières concernées.
74. Dans le cadre des activités visant à améliorer la situation sur le plan nutritionnel, notamment des activités tendant à faire évoluer la société et les comportements, le PAM élargira ses partenariats avec les ministères chargés de l'éducation et du développement des compétences ainsi que de la santé et avec l'Autorité nationale de contrôle des aliments et des médicaments. Dans ce cadre, il aidera le Gouvernement à participer aux travaux de la Coalition pour les repas scolaires et à trouver des possibilités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire avec les autres pays d'Asie du Sud dans les domaines de la protection sociale, de la nutrition et de l'enrichissement des aliments. Un nouveau partenariat en ce qui concerne l'alimentation scolaire sera conclu avec l'autorité monastique centrale du Bhoutan. De plus, le PAM élargira la collaboration mise en place avec le Département de la gouvernance locale et de la gestion des catastrophes et le Ministère de l'intérieur dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.
75. Les partenariats en matière de génération de données, de partage des connaissances et d'action de sensibilisation conjointe conclus sous l'égide de la Coordinatrice résidente des Nations Unies avec les autres entités du système seront alignés sur les cibles du Plan-cadre de coopération et du projet de treizième plan quinquennal du Bhoutan. Une base de données factuelles visant à étayer l'adoption d'une approche de la protection sociale fondée sur le cycle de vie sera mise au point avec l'UNICEF, le FNUAP et les autres organismes ayant leur siège à Rome.
76. Afin de renforcer la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des activités, le bureau de pays nouera de nouveaux partenariats stratégiques avec le FNUAP, l'UNICEF et des organisations de la société civile dirigées par des femmes, y compris la fondation Tarayana et l'Association bhoutanaise des femmes chefs d'entreprise. Le PAM continuera d'étudier les possibilités de collaboration stratégique et de développer les liens existants avec les organisations nationales de la société civile en vue du partage des connaissances et de l'appui aux programmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

77. Les activités de suivi s'appuieront sur le Cadre de résultats institutionnels pour 2022-2025 et comprendront des indicateurs d'effet direct portant sur l'égalité femmes-hommes et la sécurité alimentaire au sein des ménages. Les niveaux de référence des effets directs du PSP seront déterminés dans les trois mois après le début de la mise en œuvre. Pour cela, il sera procédé à un examen des indicateurs relatifs au renforcement des capacités nationales, à l'égalité femmes-hommes et à la sécurité alimentaire au sein des ménages dans le cadre logique du PSP, et des outils de collecte et d'analyse de données seront élaborés avec les partenaires gouvernementaux.
78. Le suivi effectué par le PAM par l'intermédiaire de ses partenaires gouvernementaux contribuera à améliorer la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe, par âge et par handicap en tenant compte de la problématique femmes-hommes. Grâce aux outils d'analyse numériques, les données seront intégrées dans les systèmes d'information de gestion du Gouvernement, et le PAM veillera à ce que ceux-ci soient conformes aux normes opérationnelles en matière de confidentialité et de protection des données et aux accords permettant aux PAM d'avoir accès aux données aux fins du suivi. Des tableaux de bord montrant l'évolution des progrès seront élaborés pour faciliter le contrôle conjoint de la mise en œuvre des plans de travail annuels et des contributions au bien-être des femmes et des hommes, y compris des jeunes et des personnes handicapées.
79. Une évaluation indépendante du PSP sera réalisée fin 2027 pour mesurer la performance du PAM. Elle s'appuiera sur l'examen à mi-parcours auquel il sera procédé à la mi-2026 pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre du PSP et la satisfaction des partenaires du PAM. Une évaluation décentralisée axée sur les enseignements tirés du portefeuille élargi d'activités de renforcement des capacités nationales sera lancée fin 2026. En outre, le PAM participera à une évaluation conjointe du Plan-cadre de coopération en 2027, en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies.
80. Pour perfectionner les interventions du PAM, il faut améliorer les connaissances relatives au suivi coordonné des coûts et de l'accessibilité économique d'une alimentation saine au Bhoutan et à l'impact sur les régimes alimentaires des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements.
81. Les principaux éléments de l'indice des capacités nationales de préparation aux situations d'urgence sur lesquels reposeront les activités de collecte de données seront définis avec le Gouvernement. Pour cela, il pourra être procédé à un recensement des plans de préparation institutionnelle et d'intervention, à un examen de la façon dont les parties prenantes collaborent au regard des procédures opératoires normalisées ou à une modélisation des investissements à réaliser dans la préparation des chaînes d'approvisionnement et des retours escomptés.
82. Dans le contexte d'une approche interinstitutions, le PAM et les entités des Nations Unies partenaires élaboreront, conformément aux orientations formulées par un groupe de travail créé par la Coordonnatrice résidente des Nations Unies, un cadre visant à garantir la protection des bénéficiaires des programmes du Gouvernement et l'application du principe de responsabilité à leur égard. Ce cadre comprendra un dispositif permettant aux bénéficiaires de faire remonter leurs observations, et des modalités spéciales seront mises en place pour gérer les plaintes et les informations concernant des questions sensibles.

5.2 Gestion des risques

83. L'actualisation régulière du registre des risques facilitera le recensement et l'évaluation des risques et le bon état de préparation du PAM. Des mesures d'atténuation seront prévues dans les plans de travail des membres du personnel, conformément aux procédures opératoires normalisées.

Risques stratégiques

84. Afin d'éviter tout retard lié à l'approbation des activités du PAM par les autorités, la Directrice de pays engagera un dialogue de haut niveau avec le Gouvernement.
85. En cas de reprise de la pandémie de COVID-19 ou d'apparition d'une autre situation similaire, les ajustements nécessaires seront apportés au Plan-cadre de coopération et aux accords relatifs aux plans de travail annuels en collaboration avec les partenaires gouvernementaux et l'équipe de pays des Nations Unies. Des procédures opératoires normalisées et un plan de continuité des opérations sont en place pour permettre le travail à distance et la fourniture d'un appui en ligne aux partenaires.
86. Les déficits de financement liés au manque d'intérêt ou à la lassitude des donateurs et à la concurrence pour les ressources entre les entités des Nations Unies feront l'objet d'un suivi dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources. Le PAM continuera de communiquer aux donateurs existants des informations claires sur les résultats obtenus et l'utilisation des ressources, et tâchera de diversifier les sources de financement en se rapprochant des donateurs non habituels.
87. Le PAM assurera un suivi des risques de catastrophes naturelles et climatiques dans le cadre de sa participation à l'équipe spéciale interorganisations de gestion des catastrophes au plan national. Les exercices de simulation menés au titre de l'activité 5 contribueront aux capacités de planification et d'intervention d'urgence. Dans le cas où une crise majeure conduirait le Gouvernement à demander un soutien accru au PAM, ce dernier augmenterait l'enveloppe budgétaire et intensifierait l'assistance technique fournie, mais le Gouvernement resterait aux commandes des interventions.

Risques opérationnels

88. Grâce aux initiatives de renforcement des capacités et de transfert des connaissances du PAM, les partenaires gouvernementaux disposeront des capacités techniques et des capacités de coordination nécessaires à la mise en œuvre conjointe des programmes.
89. Les risques en matière de protection seront gérés dans le cadre de programmes adaptatifs appuyés par les partenariats conclus avec l'UNICEF, le FNUAP et la fondation Tarayana. Dans le cadre de partenariats noués avec des entités publiques nationales et locales, le PAM dispensera une formation et un appui en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, d'inclusion du handicap et de protection.
90. Afin de limiter les risques que l'accès en ligne soit interrompu en raison de coupures de la connexion Internet ou d'une défaillance matérielle, le PAM veillera à ce que tout le matériel soit récent et à ce que les données soient régulièrement sauvegardées.

Risques fiduciaires

91. Tous les membres du personnel du PAM sont formés pour prévenir la fraude, la corruption, le harcèlement et l'abus de pouvoir et sont vigilants aux menaces pesant sur la santé, la sûreté et la sécurité des employés. Ils ont pour instruction claire de se conformer aux protocoles du Gouvernement et de s'employer à sensibiliser les partenaires à cet égard, un appui dédié étant apporté aux communications.

92. La répartition des tâches à accomplir est assurée comme il se doit, s'agissant en particulier des fonctions liées au financement, aux achats et à l'administration. On continuera de s'employer à faire en sorte que des contrôles et une supervision internes soient appliqués.

Risques financiers

93. Le faible niveau des investissements directs étrangers, les difficultés budgétaires rencontrées dans le sillage de la pandémie de COVID-19, l'inadéquation des dépenses budgétaires, la poursuite de la migration de main-d'œuvre qualifiée, les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes peuvent être source d'instabilité sur le plan macroéconomique. Le PAM a l'intention de suivre de près l'évolution de ces risques et de les atténuer en ajustant ses activités si nécessaire.
94. Toute sous-utilisation des ressources octroyées par les donateurs sera consignée dans le cadre du suivi continu des accords de subvention et inscrite dans les rapports financiers et budgétaires mensuels, conformément aux procédures de contrôle.

5.3 Garanties sociales et environnementales

95. Pour limiter les risques d'erreurs d'exclusion de bénéficiaires au titre de l'effet direct 1 du PSP, notamment les risques fondés sur la discrimination sociale, la vulnérabilité, l'âge et le sexe, le PAM appliquera les principes énoncés dans la politique en matière de protection et d'obligation redditionnelle de 2020 et dans le cadre pour la durabilité environnementale et sociale de 2021. Il travaillera directement avec ses partenaires gouvernementaux pour recenser et cibler les personnes handicapées et leur apporter un soutien au moyen d'activités adaptées et d'initiatives de sensibilisation. Les activités 1 et 2 reposeront sur des pratiques durables et un dispositif de planification participative des ressources naturelles sera mis en place pour assurer la résilience de l'environnement.
96. Afin d'améliorer les garanties institutionnelles offertes par le Bhoutan en matière de protection, la prise en compte de la problématique femmes-hommes et des questions liées à la protection sera au cœur des initiatives de renforcement des capacités menées par le PAM au profit des partenaires gouvernementaux et des travaux effectués par l'intermédiaire de ces derniers⁶⁴. Une formation à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sera dispensée dans le cadre des activités de renforcement des capacités. En outre, le PAM appuiera les efforts déployés conjointement avec les autres entités des Nations Unies pour mettre en place un mécanisme de remontée de l'information communautaire pour les programmes gouvernementaux et renforcer les systèmes de responsabilité à l'égard des populations touchées. L'ensemble du personnel du PAM recevra une formation sur la problématique femmes-hommes, la protection et les principes humanitaires.

⁶⁴ Équipe de pays des Nations Unies au Bhoutan. 2022. *United Nations common country analysis 2022: Bhutan*.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

97. Le montant total du budget prévu s'élève à 14 603 177 dollars, dont 8 730 743 dollars au titre de l'effet direct 1 du PSP et 5 872 435 dollars au titre de l'effet direct 2. On trouvera dans le tableau ci-dessous le montant des crédits budgétaires ventilés par activité et par année de mise en œuvre. On ne prévoit pas de changement significatif dans l'allocation des ressources entre les activités et les effets directs du PSP au cours de la période visée par le plan. La réduction graduelle des crédits tient compte de l'accent mis par le PAM sur les fonctions d'assistance technique, l'idée étant de passer progressivement à une prise en main durable par le Gouvernement. Toutefois, les capacités et les programmes de protection sociale du Gouvernement étant encore en cours de développement, il est nécessaire que le PAM continue d'apporter un appui sous forme de transfert de connaissances et de renforcement des capacités à moyen terme.
98. Le PAM a décidé, compte tenu d'une analyse de la façon dont la problématique femmes-hommes pouvait être intégrée dans le budget, de consacrer 2 142 500 dollars – soit 15 pour cent du montant total du budget du présent PSP – à des activités contribuant à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes.

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
		2024	2025	2026	2027	2028	
1	1	1 187 028	1 427 555	1 587 615	1 450 691	225 897	5 878 786
	2	1 779 216	380 344	297 389	301 290	93 718	2 851 957
2	3	884 852	837 150	892 509	570 666	366 772	3 551 949
	4	156 223	158 028	155 451	162 827	106 605	739 134
	5	367 721	481 831	256 627	245 635	229 537	1 581 351
Total		4 375 041	3 284 908	3 189 591	2 731 108	1 022 529	14 603 177

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

99. Le montant total des recettes enregistré au cours de la période couverte par le PSP précédent s'est établi à 79 pour cent du budget prévu. D'après l'étude préliminaire du plan de mobilisation de ressources du PAM, le bureau de pays recevra, au cours des deux premières années de mise en œuvre du présent PSP, 100 pour cent des crédits prévus pour l'effet direct 1 grâce à de nouvelles possibilités de financement pluriannuel d'initiatives d'assistance technique visant à renforcer la résilience climatique et les filières des petits exploitants. Le PAM ne dispose pas encore de crédits confirmés pour l'effet direct 2; en effet, la base des donateurs qui contribuent habituellement aux activités de renforcement des capacités dans les domaines de la nutrition ainsi que de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise est insuffisante. Toutefois, on s'attend à ce que les activités 3, 4 et 5 soient intégralement financées à partir de 2025.

100. Conformément à son plan d'action en matière de partenariats, le PAM suivra une stratégie à deux volets consistant à élargir les partenariats noués pour mobiliser des ressources et à diversifier sa base de donateurs. Une attention accrue sera portée aux efforts visant à nouer de nouveaux partenariats avec le secteur privé et à faire concorder les compétences spécialisées et les intérêts stratégiques du PAM avec ceux de ses partenaires du système des Nations Unies. On envisagera de mener une action conjointe de sensibilisation aux fins du financement des objectifs du Plan-cadre de coopération dans le cadre des partenariats bilatéraux ou multilatéraux, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et auprès des institutions financières internationales, qui offrent des possibilités de financement innovantes.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE BHOUTAN (2024–2028)****ODD 2: Faim zéro****Cible 4 de l'ODD: Systèmes alimentaires durables**

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les populations rurales du Bhoutan, en particulier les petites exploitantes agricoles, les jeunes et les personnes handicapées, ont des moyens d'existence résilients face aux changements climatiques et leur sécurité alimentaire ainsi que leur nutrition s'améliorent

Effet direct stratégique 3 du PAM: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les partenaires gouvernementaux disposeront des ressources et du personnel nécessaires pour mettre en œuvre les plans de travail annuels, tandis que les services des secteurs public et privé seront chargés de répondre aux besoins des petits exploitants.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont bénéficié de l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Proportion de personnes ayant participé à des activités de formation, d'accompagnement personnalisé ou de mentorat, qui ont fait état d'une amélioration des connaissances ou des compétences utiles pour contribuer à l'élimination de la faim ou à la réalisation d'autres ODD

Valeur des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production bénéficiant de l'appui du PAM

Quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production bénéficiant de l'appui du PAM

Activités et produits

1. Fournir aux institutions publiques nationales et locales une assistance technique visant à renforcer la capacité des organisations paysannes à faire face aux chocs climatiques, et mettre en place des solutions innovantes de gestion des risques afin de promouvoir une production d'aliments nutritifs résiliente face aux aléas climatiques (1.9: Mesures de protection contre les chocs climatiques)

1.1 Les organisations paysannes dirigées par des femmes, des hommes ou des jeunes bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui visant à accroître la résilience de la production alimentaire des petites exploitations face à l'urgence climatique, aux aléas naturels et à d'autres risques (niveau 2) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.1 Les organisations paysannes dirigées par des femmes, des hommes ou des jeunes bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui visant à accroître la résilience de la production alimentaire des petites exploitations face à l'urgence climatique, aux aléas naturels et à d'autres risques (niveau 2) (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.1 Les organisations paysannes dirigées par des femmes, des hommes ou des jeunes bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui visant à accroître la résilience de la production alimentaire des petites exploitations face à l'urgence climatique, aux aléas naturels et à d'autres risques (niveau 2) (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

2. Fournir une assistance technique aux institutions publiques nationales et locales afin d'augmenter les capacités des regroupements de producteurs, des petites entreprises agricoles et d'autres acteurs des filières et de renforcer ainsi le pouvoir d'action des femmes et des jeunes dans les filières ciblées (1.8: Programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

2.1 Les petites entreprises agricoles et d'autres acteurs des filières concernées bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui leur permettant d'ajouter de la valeur aux produits locaux et d'accéder durablement aux marchés agricoles (niveau 2) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

2.1 Les petites entreprises agricoles et d'autres acteurs des filières concernées bénéficient, de la part des pouvoirs publics, de formations à l'acquisition de compétences, d'actifs et d'autres formes d'appui leur permettant d'ajouter de la valeur aux produits locaux et d'accéder durablement aux marchés agricoles (niveau 2) (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 5 de l'ODD: Renforcement des capacités

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les citoyens du Bhoutan, en particulier les groupes de population vulnérables, recueillent les fruits du renforcement du capital humain et d'un système alimentaire résilient face aux crises et aux chocs climatiques et autres

Effet direct stratégique 4 du PAM: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient
compte de
la nutrition

Hypothèses

Les dispositifs institutionnels mis en place par le Bhoutan en matière d'alimentation scolaire et de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise continuent de recevoir un soutien budgétaire suffisant, et des suppléments en micronutriments ciblés ainsi que du riz enrichi sont fournis aux femmes enceintes ou allaitantes, aux adolescentes et aux écoliers. Les investissements consentis dans les procédures et les infrastructures utilisées pour garantir la qualité et la sécurité sanitaire des aliments contribuent à améliorer le contrôle de la qualité des aliments. Les approches fondées sur des données probantes mises en place pour faire face aux chocs sont renforcées grâce à l'amélioration de la saisie, de l'utilisation et du partage des données dans les systèmes d'information de gestion, à l'adoption d'évaluations des dangers et à la mise en place d'exercices de simulation de catastrophes, dans le respect des protocoles convenus et des exigences en vigueur en matière de confidentialité des données.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de réunions de coordination contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été animées par une entité nationale avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de procédures opératoires améliorées contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été mises en œuvre à grande échelle par des parties prenantes nationales à la suite de l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Nombre de normes, de politiques ou d'instruments législatifs existants ou nouveaux portant sur les aliments de base enrichis, qui ont été élaborés ou adaptés avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de normes, de politiques ou d'instruments législatifs existants ou nouveaux portant sur les aliments de base enrichis, qui ont été approuvés à la suite de l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Proportion de personnes ayant participé à des activités de formation, d'accompagnement personnalisé ou de mentorat, qui ont fait état d'une amélioration des connaissances ou des compétences utiles pour contribuer à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD

Ressources (en dollars) mobilisées en faveur des programmes nationaux de santé et de nutrition en milieu scolaire, y compris les programmes d'alimentation scolaire, grâce aux activités menées par le PAM en matière d'appui au renforcement des capacités et de sensibilisation

Indice d'alimentation scolaire de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)

Activités et produits

3. Fournir au Gouvernement et aux autres parties prenantes une assistance technique destinée à améliorer la protection sociale, notamment en créant des liens entre les programmes nationaux d'alimentation scolaire et les exploitants agricoles et les fournisseurs, l'objectif étant de promouvoir la consommation d'aliments sans danger pour la santé, sains et riches en nutriments (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

3.1 Les bénéficiaires des programmes nationaux d'alimentation scolaire ont accès en continu à des aliments riches en nutriments et à des repas sans danger pour la santé, sains et variés tout au long de l'année (niveau 3). (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

4. Fournir une assistance technique, y compris dans le cadre d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics et par le secteur privé pour promouvoir la consommation d'aliments enrichis et faire en sorte que tous les bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire et l'ensemble de la population aient une alimentation sans danger pour la santé, saine et riche en nutriments (1.3: Programme de prévention de la malnutrition)

4.1 Les citoyens du Bhoutan, en particulier les enfants d'âge scolaire et les groupes exposés au risque de malnutrition, ont les moyens d'accéder à une alimentation sans danger pour la santé, saine et riche en nutriments qui répond aux normes internationales en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments (niveau 3) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

4.1 Les citoyens du Bhoutan, en particulier les enfants d'âge scolaire et les groupes exposés au risque de malnutrition, ont les moyens d'accéder à une alimentation sans danger pour la santé, saine et riche en nutriments qui répond aux normes internationales en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments (niveau 3) (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

5. Fournir une assistance technique et des solutions innovantes aux institutions publiques afin d'élargir les programmes de réduction des risques de catastrophe axés sur l'humain, qui tiennent compte des questions nutritionnelles et favorisent la préparation et une intervention efficace face aux chocs et aux facteurs de perturbation (1.1: Préparation aux situations d'urgence et action immédiate)

5.1 Les populations qui sont exposées à des chocs et à des facteurs de perturbation bénéficient du renforcement des services publics, notamment de l'intégration de mécanismes de protection sociale tenant compte des questions nutritionnelles et réactifs face aux chocs dans les politiques, programmes et systèmes nationaux et infranationaux de gestion des risques de catastrophes (niveau 3) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

ODD 2: Faim zéro**CC.1. Protection****Indicateurs transversaux**

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle**Indicateurs transversaux**

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes**Indicateurs transversaux**

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

ANNEXE II

Ration alimentaire (*grammes/personne/jour*) ou valeur des transferts de type monétaire (*dollars/personne/jour*), par effet direct du plan stratégique de pays et par activité

Aucun transfert de produit alimentaire ou de type monétaire ne sera effectué au titre du plan stratégique pour le Bhoutan pour 2024-2028.

ANNEXE III**Total des besoins en produits alimentaires/transferts de type monétaire et valeur**

Aucun transfert de produit alimentaire ou de type monétaire ne sera effectué au titre du plan stratégique pour le Bhoutan pour 2024-2028.

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)			
	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	7 273 907	4 960 284	12 234 191
Mise en œuvre	367 490	149 238	516 727
Coûts d'appui directs ajustés	556 483	404 502	960 985
Total partiel	8 197 880	5 514 023	13 711 903
Coûts d'appui indirects (<i>6,5 pour cent</i>)	532 862	358 411	891 274
Total	8 730 743	5 872 435	14 603 177

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance